

LIBRE DÉBAT

Mutuelles sociales, à quand la réforme ?

Les mutuelles sociales doivent publier un rapport annuel sur leurs activités et ses comptes. (Cf. article 26 de l'Ordonnance 96-20, complétant la loi 90-33 par un article 34 ter). Aucune mutuelle ne respecte cette disposition. La position des pouvoirs publics dans la gestion des mutuelles est condamnable à plus d'un titre : aucune tutelle étatique n'a osé contrôler, auditer ou expertiser la gestion des mutuelles, le laxisme des responsables hiérarchiques, les laisser-aller, les laisser-faire, les laissez-passer des organes de supervision et de contrôle ont fatalement été les accélérateurs du pourrissement qui a conduit toutes les mutuelles vers la mauvaise gestion et les prévarications.

Quelle est la position des syndicats dans la déconfiture des mutuelles ? En tant que partenaire social, le syndicat fait partie des organes statutaires des mutuelles sociales, et de fait, participe directement à la gestion et aux programmes de développement des mutuelles. Il est partie agissante dans les désignations des membres, au sein des organes de gestion qui sont responsables du drame qui frappe les mutuelles. Il est question pour le gouvernement, et ce, depuis plusieurs années notamment dans le cadre de la tripartite, d'ouvrir le dossier des mutuelles, cela reviendrait à ouvrir la boîte de Pandore. Qu'en est-il de la position des mutualités retraites ? L'écrasante majorité des mutualistes retraités méconnaissent leurs droits vis-à-vis de la mutuelle.

Certains retraités résidant dans des régions éloignées ne sont même pas identifiés par les services de la mutuelle, d'autres sont exclus de fait des prestations servies.

A l'ère de la généralisation des moyens de communication, les mutuelles sociales ne

disposent pas de site Internet qui permet de prendre connaissance des conditions d'ouverture aux prestations individuelles et collectives servies, et autres avantages et prestations spécifiques.

Les fondements
de la solidarité

A titre d'exemple la mutuelle «MIP» (les pétroliers) minore sciemment la pension complémentaire de retraite de 6% par rapport à sa valeur réelle, ce qui a obligé un groupe de retraités d'estimer en justice Sonatrach et cette mutuelle pour faire valoir leurs droits (voir article ci-dessous), et les cas analogues sont légion. Quant aux actifs, ils ont rompu la chaîne de solidarité avec leurs aînés retraités.

Cet égocentrisme entre les générations, aux ramifications et causes multiples (sociales, économiques et politiques), s'amplifie au fil des jours.

Le syndrome du «chacun pour soi» est presque devenu une culture de société.

L'inexistence d'une représentation syndicale exclusive aux retraités, implantée au sein même des structures aux-



Photo : DR

quelles les retraités avaient appartenu durant leurs activités, est la cause principale de la désocialisation et l'exclusion des retraités. Les structures syndicales, élues par les actifs, n'ont pas vocation à représenter les retraités. Ayant perdu la qualité de salarié-électeur, le retraité ne rentre plus dans la stratégie et les plans des syndicats, et leurs causes ne sont plus citées dans les plateformes des revendications sociales. La mutualité en tant que concept n'est pas nouvelle pour notre société, elle tire ses racines de nos valeurs ancestrales, nous citerons les plus usuelles qui sont : *zakat, touiza, timechrata*...

Prise en charge syndicale
du retraité par l'UGTA

Le mutualiste retraité n'est pas représenté par un syndicat exclusif (le conseil syndical qui est élu par les électeurs actifs n'a pas les prérogatives statutaires pour représenter les retraités), cette vacuité de représentation précarise

davantage la situation du retraité. Ce dernier, qui n'a connu durant sa vie active que le syndicat UGTA, se retrouve, au lendemain de sa mise à la retraite, marginalisé.

La mission syndicale de l'UGTA est pérenne, elle doit agir, sans discrimination, entre les générations de ses adhérents : la structuration syndicale ne doit pas être l'apanage du seul travailleur actif à qui on accorde un statut d'adhérent à durée limitée à la «période active». La Centrale syndicale UGTA, qui a représenté le retraité durant toute sa vie active, doit continuer sa mission envers le retraité en lui assurant une couverture syndicale par l'implantation de sections syndicales binômes, dont une exclusive pour les retraités au sein des lieux de travail.

Les adhérents doivent prendre conscience de la dérive finale des mutuelles, ils doivent défendre leurs droits par tout les moyens légaux, adhérer au syndicat des retraités FNTR-UGTA, en attendant la mise en place des structures

(2^e partie et fin)

syndicales exclusives, sur les lieux de travail au sein desquels ils ont exercé durant leur carrière. L'Etat, à travers la tutelle ministérielle (ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale), doit se réapproprier ses missions régaliennes et réorganiser le fonctionnement des mutuelles sous la tutelle d'une des directions de son ministère, la direction générale de la Sécurité sociale étant la plus apte à mener le chantier de la réforme des mutuelles et à contrôler sa trésorerie notamment. En conclusion, la création d'une caisse nationale d'assurance mutualiste CNAM, jumelle de la CNAS, est primordiale : elle regroupera toutes les mutuelles en structures factuelles. Cette réorganisation permettra de créer les mécanismes et moyens de gestion modernes ; d'unifier les prestations sociales servies, de défendre les acquis et les intérêts de la mutualité auprès des autorités administratives, politiques et des prestataires, de promouvoir le développement, la viabilité et la performance du mouvement mutualiste ; d'assurer une meilleure prise en charge des risques ; d'améliorer et d'élargir les prestations aux membres ; de garantir la représentation des structures affiliées aux différents niveaux ; et d'agir en qualité d'organisme de supervision, d'appui conseil et de suivi des activités des structures affiliées.

En attendant, le quotidien *Le Soir d'Algérie* doit suppléer cette vacance en ouvrant une tribune dédiée aux mutuelles sociales, pour recueillir les avis et déboires des mutualistes retraités.

**Bahloul Mansour et
Saâdi Youcef, Bordj El Bahri,
wilaya d'Alger**

Mutualistes «MIP» : la justice
s'est prononcée

Devant le mutisme conjugué de Sonatrach et la mutuelle «MIP» (pétroliers) à rectifier le calcul de la pension complémentaire «PCR», et après épuisement des voies de recours réglementaires, des retraités ont porté leurs revendications devant la justice et fini par avoir gain de cause. L'arrêt de la Cour d'appel de justice (Blida), qui a confirmé le jugement rendu par le tribunal de Chérag, condamne simultanément Sonatrach et la MIP à la réparation des préjudices ci-après :

- 1/ La rectification de la pension à hauteur de 20% de l'assiette du salaire de référence servant de calcul pour la pension de retraite attribuée par la CNR ;
- 2/ son exonération de la retenue pour «frais de gestion» ;
- 3/ sa révision à effet de la date de mise à la retraite ;
- 4/ le paiement des dommages et intérêts et frais de justice. L'arrêt de la cour, qui a revêtu la forme exécutoire, peut être étendu par effet jurisprudentiel à tout porteur de cas semblable. Le demandeur doit requérir l'avocat conseil des retraités (maître N. Benouareth) et valider sa requête à l'instar de ses congénères.

Retraités : Ne restez pas là, à attendre, agissez pour faire valoir vos droits ! Actifs : manifestez-vous chaque fois qu'un des acquis sociaux est mis en péril. «La solidarité entre générations est le gage de la pérennisation des acquis.» La décision de saisir la justice fut l'initiative émanée d'un collectif de retraités convaincus de la matérialité de leurs droits. Sur plébiscite des retraités concernés par ce droit, nous (n.b. les soussignés) avons encadré l'action en toute indépendance. Nous clôturons ce dossier sereinement, en éprouvant un sentiment de satisfaction pour la bonne action accomplie. Dieu est témoin de nos actes et intentions.

B. M. et S. Y.

A qui incombe la certification des comptes...

La comptabilité de la mutuelle sociale est tenue par un comptable en la forme commerciale. Le comptable est désigné par le responsable de la structure de gestion de la mutuelle sociale et exerce sous sa responsabilité (Cf. art. 10 de l'Ordonnance 96-20 modifiant l'article 16 de la loi 90-33). La vérification, le contrôle de la gestion financière et comptable, la certification des comptes de la mutuelle sociale sont effectués par un commissaire aux comptes désigné à cet effet par l'Assemblée générale de la mutuelle (Cf. art.17 de la loi 90-33). Le Conseil exécutif peut également décider d'engager toute opération de vérification ou d'audit de gestion de la mutuelle sociale (Cf. art.18 de la loi 90-33).

... et le contrôle légal de la mutuelle
sociale ?

En application du décret exécutif 97-428 du 11 novembre 1997 (J.O. n° 75 du 12 novembre 1997), c'est au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale qu'incombe légalement le rôle de

contrôler la bonne application de la législation sur les mutuelles sociales, notamment en cas de dysfonctionnement grave (déséquilibres financiers, absence de fonctionnement démocratique, baisse importante des effectifs des adhérents, etc.).

Pour réparer un préjudice éventuel lourd, un administrateur provisoire est nommé par ce ministère pour un mandat de 3 mois à l'effet d'organiser une nouvelle assemblée générale électorale de la mutuelle concernée. Au préalable, cette tutelle ministérielle aura veillé à inviter l'équipe dirigeante à mettre en place le programme de redressement, comme elle peut demander l'ouverture d'enquêtes et d'audits à travers notamment l'intervention de l'Inspection générale des finances (IGF). Le ministère veille à la tenue et la transmission régulière des rapports et documents légaux (bilan, budget prévisionnel, organigramme) et des états des effectifs des adhérents, à la tenue des assemblées générales ordinaires et électorales dans les délais impartis, comme il peut demander tout document qu'il juge utile à l'exercice de sa mission.

B. M. et S. Y.